UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DE DROIT

Selim KHIAT

Selim.khiat@etu.unige.ch

6

Exercices préparatoires à la rédaction juridique

Cas no. 4

Chargée d'enseignement : Manuela SAENZ DEVIA

Date de dépôt : 20.05.2026

Année académique 2025-2026

Étude Bergham Legal Industries
Me Selim KHIAT
Avenue de la Paix 12
1202 Genève

Monsieur Marco BIANCHI
Chemin des Arbères 12
1217 Meyrin

Genève, le 20 mai 2026

Concerne : Qualification juridique du transfert de CHF 60'000.– à M. Nicolas FLANBORD, remboursement et qualification pénale des agissements de ce dernier

Cher Monsieur,

Je reviens vers vous à propos de l'objet cité en marge. Vous m'avez consulté afin de déterminer, d'une part, s'il existe une possibilité de remboursement sur le plan civil concernant le transfert de CHF 60'000.– que vous avez effectué à M. FLANBORD, et d'autre part, si ses agissements peuvent constituer une infraction pénale.

Dans le présent courrier, je procéderai à une analyse juridique (I), en déterminant dans un premier temps la situation en droit des contrats de l'accord que vous avez conclu avec M. FLANBORD (A), car c'est de celle-ci que dépend l'éventuel remboursement du transfert d'argent précité. Je traiterai dans un second temps de la qualification des agissements de ce dernier en droit pénal (B). Je terminerai par une conclusion (II) qui permettra de synthétiser mon analyse et d'établir clairement les possibilités qui s'offrent à vous.

En outre, j'ai d'ores et déjà rédigé un projet de réponse destiné à Me GRAPILLE, que je mets à votre disposition en annexe, dans l'attente de votre validation avant envoi.

I. ANALYSE JURIDIQUE

A. SITUATION JURIDIQUE EN DROIT DES CONTRATS

Je commencerai par qualifier le contrat qui vous lie à M. FLANBORD (1). Cela me permettra ensuite d'établir les modalités d'un potentiel remboursement (2). Il conviendra aussi de se questionner sur les intérêts conventionnels auxquels vous pouvez éventuellement prétendre (3). Enfin, un détour sur la demeure et l'intérêt moratoire s'impose (4).

1. Qualification du contrat

Il s'agira d'abord d'exposer les caractéristiques respectives de la donation et du prêt, tout en distinguant le prêt de consommation du prêt à usage. J'établirai ensuite, par voie d'interprétation, s'il s'agit dans votre cas d'un prêt ou d'une donation.

Selon l'art. 239 al. 1 CO, « [l]a donation est la disposition entre vifs par laquelle une personne cède tout ou partie de ses biens à une autre sans contre-prestation correspondante ». Les trois

éléments principaux mis en évidence par cette définition sont que la donation est un contrat, qui a pour objet une attribution de biens, et qui est par ailleurs gratuite (ENGEL Pierre, Contrats de droit suisse, 2e éd., Berne (Stämpfli) 2000, p. 110). À teneur de l'art. 312 CO, « [l]e prêt de consommation est un contrat par lequel le prêteur s'oblige à transférer la propriété d'une somme d'argent ou d'autres choses fongibles à l'emprunteur, à charge par ce dernier de lui en rendre autant de même espèce et qualité ». Le prêt de consommation se distingue du prêt à usage en ce que l'emprunteur devient propriétaire de la chose remise, lui permettant ainsi de la consommer ou de la détruire, et le prêteur n'a qu'un droit personnel à la restitution d'une même quantité de choses de même espèce et qualité (MÜLLER Christoph, avec la collaboration de David BOUVERAT ET AL., Contrats de droit suisse, Berne (Stämpfli) 2012, N 1167). Concernant la donation et le prêt de consommation, ils impliquent tous deux un transfert de propriété de la chose remise, à la seule différence que l'emprunteur dans le cadre du prêt de consommation est tenu de restituer l'objet du contrat (MÜLLER, N 1185). La question de savoir si l'on se trouve en présence d'une donation ou d'un prêt est quant à elle une affaire d'interprétation (TERCIER Pierre/CARRON Blaise, avec la collaboration d'Aurélien WITZIG, Les contrats spéciaux, 6e éd., Zurich, Bâle, Genève (Schulthess) 2025, N 2490). La personne qui allègue qu'une somme lui a été remise à titre de don et non de prêt est tenue du fardeau de la preuve, bien que le juge apprécie le plus souvent les circonstances et les preuves du cas d'espèce (ENGEL, p. 268).

L'art. 18 al. 1 CO, qui traite de l'interprétation des contrats, se lit comme suit : « [p]our apprécier la forme et les clauses d'un contrat, il y a lieu de rechercher la réelle et commune intention des parties, sans s'arrêter aux expressions ou dénominations inexactes dont elles ont pu se servir, soit par erreur, soit pour déguiser la nature véritable de la convention ». Il faut distinguer deux situations lorsqu'on s'intéresse aux règles sur la portée des manifestations de volonté, lesquelles sont d'une part l'accord de fait et d'autre part l'accord de droit (TERCIER Pierre/PICHONNAZ Pascal, Le droit des obligations, 7e éd., Genève, Zurich (Schulthess) 2024, N 622). L'accord de fait suppose que chaque partie ait correctement compris la volonté manifestée par l'autre en vue de la conclusion du contrat, et il faut donc rechercher la réelle et commune intention des parties par le biais d'une interprétation subjective comme le préconise l'art. 18 al. 1 CO (CARRON Blaise/WESSNER Pierre, Droit des obligations, Partie générale, Vol. II, Berne (Stämpfli) 2024, N 2177-2178). L'interprétation subjective se fonde sur les manifestations de volonté écrites ou orales des parties, sur le contexte général et les circonstances, qu'il s'agisse de déclarations antérieures à la conclusion ou des faits postérieurs à celle-ci, notamment le comportement ultérieur des parties qui permet d'établir quelle était leur conception au moment de la conclusion du contrat (ATF 144 III 93, consid. 5.2.2).

À défaut de pouvoir démontrer une concordance effective des volontés, le juge recourt en deuxième étape au principe de la confiance pour construire un accord de droit en établissant la volonté présumée des parties par une interprétation objective (WINIGER Bénédict, *in* THÉVENOZ Luc/WERRO Franz (édit.), Commentaire romand, Code des obligations I, 3e éd., Genève, Bâle, Munich (Helbing Lichtenhahn) 2021, art. 18 N 134). Le contrat est donc conclu selon le sens que chacune des parties devait donner aux déclarations de l'autre conformément aux règles de la bonne foi, et cela permet ainsi d'imputer à une partie le sens objectif de sa déclaration lorsque le juge n'a pas réussi à établir d'accord de fait (TERCIER/PICHONNAZ, N 633). L'interprétation objective repose d'abord, lorsqu'un acte a été rédigé par écrit, sur une analyse littérale de son texte, en particulier lorsque les parties sont des professionnels habitués à employer une terminologie propre à leur domaine, mais il peut également être tenu compte du contexte de la convention, des circonstances entourant sa conclusion, des relations personnelles entre les parties, ainsi que du but de l'affaire et des intérêts qu'elles pouvaient légitimement en attendre (CARRON/WESSNER, N 2198 et 2200).

En l'espèce, l'objet du litige porte sur la remise de fonds de CHF 60'000.– que vous avez versée par ordre de paiement le 8 mars 2025 à M. FLANBORD. Le prêt à usage peut être écarté d'emblée, dès lors qu'une somme d'argent constitue une chose fongible dont l'emprunteur acquiert la propriété, à charge pour lui d'en restituer autant de même espèce et qualité. Il convient désormais de qualifier juridiquement votre accord, en déterminant, au regard des critères applicables, s'il doit être appréhendé comme une donation ou comme un prêt de consommation.

Le préambule de l'accord écrit du 6 mars 2025 entre vous et M. FLANBORD indique que vous mettez à disposition une somme reçue en héritage « durant une certaine période ». De plus, le point 1 de l'accord stipule que cette somme est destinée « exclusivement » au développement de *SportTrack One*. La terminologie employée dans l'accord relève donc davantage du registre du prêt que de la donation. Votre demande de remboursement, adressée par courriel à M. FLANBORD le 21 juillet 2025, appuie l'idée selon laquelle vous vous estimiez liés par un contrat de prêt avec ce dernier. De son côté, M. FLANBORD estime à travers le courriel de Me GRAPILLE du 3 octobre 2025 que vous lui avez remis les fonds à titre de donation. Le champ lexical utilisé par M. FLANBORD lors de vos échanges *WhatsApp* du 4 mars 2025 ainsi que par message vocal, où il utilise le verbe « donner » à deux reprises, peut aussi laisser penser qu'il estimait que votre accord portait sur une donation et non un prêt. Vous avez de votre côté également utilisé le verbe « donner » lors de votre discours à la soirée du 6 mars 2025, mais cet évènement isolé peut être caractéristique d'un abus de langage commis dans un contexte émotionnel fort et ne représente pas nécessairement votre volonté réelle. Il ressort ainsi des faits précités que ce transfert de CHF 60'000.– constituait à vos yeux un prêt et que vous comptiez récupérer cet argent, tandis que M. FLANBORD vous voyait liés par une donation. Il est dès lors impossible de parvenir à un accord de fait puisque les volontés réelles des parties divergent.

Il faut désormais établir si nous pouvons parvenir à un accord de droit par le biais du principe de la confiance. L'accord écrit évoqué précédemment est caractérisé par une affectation exclusive du prêt pour le développement de l'application. Il est difficile pour une personne de bonne foi de lire cet accord et de parvenir à la conclusion que c'est une donation. L'attribution de l'argent durant une certaine période sous-entend aisément qu'un remboursement est attendu. Je peux également relever le fait que vous attachez une importance particulière à cet héritage, tels que l'attestent vos échanges *WhatsApp,* ainsi que le fait que vous n'ayez jamais touché à cet argent hormis pour des soins médicaux indispensables. Vous entreteniez avec M. FLANBORD une forte relation d'amitié, et il était donc en mesure de connaître la valeur que vous attribuiez à cet argent, d'autant plus que vous le lui avez signifié textuellement via *WhatsApp*. Cela étant, M. FLANBORD n'en est pas à son premier projet entrepreneurial. Il a déjà par le passé reçu des investissements de la part de personnes privées, et il était ainsi légitime d'attendre de lui qu'il sache que s'il voulait que le transfert de la somme conséquente de CHF 60'000.– soit considéré comme une donation, il aurait fallu formaliser plus clairement cet accord comme tel.

En conclusion, l'interprétation objective fondée sur le principe de la confiance permet de construire un accord de droit qualifiant le contrat conclu entre les parties de prêt de consommation au sens de l'art. 312 CO.

2. Restitution des avoirs prêtés

Après avoir déterminé le type de contrat qui vous lie à M. FLANBORD, soit le prêt de consommation, il convient maintenant d'établir à quel moment ce dernier doit vous rembourser.

En vertu de l'art. 318 CO, « [s]i le contrat ne fixe ni terme de restitution ni délai d'avertissement, et n'oblige pas l'emprunteur à rendre la chose à première réquisition, l'emprunteur a, pour la

restituer, six semaines qui commencent à courir dès la première réclamation du prêteur ». La réclamation du prêteur n'est soumise à aucune forme particulière (TERCIER/CARRON, N 2600).

En l'espèce, vous n'avez fixé contractuellement aucune modalité de restitution avec M. FLANBORD, et vous lui avez déjà fait parvenir un courriel le 21 juillet 2025 dans lequel vous le sommez de vous rendre la moitié des CHF 60'000.– sans délai. Cela étant, vous ne pouvez pas exiger une restitution immédiate : la loi accorde à M. FLANBORD un délai de six semaines à compter de votre première réclamation, soit votre courriel, pour s'exécuter.

En conclusion, M. FLANBORD avait jusqu'au 1er septembre 2025 pour rembourser la somme de CHF 30'000.– que vous avez réclamée par courriel le 21 juillet 2025. Je traiterai ultérieurement des conséquences de l'absence de remboursement de sa part (cf. *infra* section I. A. 4). S'agissant de la seconde tranche de CHF 30'000.– non encore réclamée, il aura un nouveau délai de six semaines qui commencera à courir dès sa réclamation pour s'en acquitter.

préciser quand réclamer ?

3. Des intérêts

Je vais désormais traiter des éventuels intérêts conventionnels auxquels vous pouvez prétendre dans le cadre du prêt de consommation.

Selon l'art. 313 al. 1 CO, « [e]n matière civile, le prêteur ne peut réclamer des intérêts que s'ils ont été stipulés ». L'art. 313 al. 2 CO dispose : « [e]n matière de commerce, il en est dû même sans convention ». Ainsi, le prêt est présumé gratuit en matière civile et onéreux en matière commerciale (WEBER Rolf H., Berner Kommentar, Das Darlehen, mit Anhang zu Bankverträgen (art. 312-318 OR), Berne (Stämpfli) 2013, art. 313 N 9). Le prêt est de nature commerciale lorsque le prêteur accorde des prêts à titre professionnel, ou lorsque l'emprunteur utilise les fonds dans un but lié à ses affaires (ATF 145 III 241, consid. 3.2).

En l'espèce, vous n'avez pas stipulé d'intérêts contractuellement. Vous avez prêté votre argent à M. FLANBORD avec pour but exclusif le développement de l'application *SportTrack One*, comme l'atteste votre accord écrit. Il s'agit d'un projet à vocation commerciale destiné à être mis sur le marché, et l'affectation des fonds est donc bien liée aux affaires de l'emprunteur. Vous et votre cocontractant étiez cependant proches au moment du prêt, et il se peut que vous partiez de l'idée qu'il s'agissait d'un prêt civil et n'en attendiez ainsi pas de rémunération. La partie adverse s'en prévaudra probablement pour contester le caractère commercial du prêt.

étoffer un peu

En conclusion, la thèse du prêt commercial est défendable et nous pouvons revendiquer des intérêts conventionnels à la partie adverse si vous le souhaitez.

4. De la demeure et de l'intérêt moratoire

J'examinerai finalement les conséquences de l'absence de remboursement par M. FLANBORD à l'issue du délai légal de six semaines fixé par l'art. 318 CO.

Selon l'art. 102 al. 2 CO, « [l]orsque le jour de l'exécution a été déterminé d'un commun accord, ou fixé par l'une des parties en vertu d'un droit à elle réservé et au moyen d'un avertissement régulier, le débiteur est mis en demeure par la seule expiration de ce jour ». Ainsi, à l'issue du délai légal de six semaines accordé par l'art. 318 CO, l'emprunteur se trouve de plein droit en demeure (MAURENBRECHER Benedikt, *in* WIDMER LÜCHINGER Corinne/OSER David (édit.), Basler Kommentar, Obligationenrecht I, Art. 1-529 OR, 8e éd., Bâle (Helbing Lichtenhahn) 2025, art. 318 N 7). À teneur de l'art. 104 al. 1 CO, « [l]e débiteur qui est en demeure pour le paiement d'une somme d'argent doit l'intérêt moratoire à 5 % l'an, même si un taux inférieur

avait été fixé pour l'intérêt conventionnel ». Le cours des intérêts moratoires commence au moment de la demeure (TERCIER/PICHONNAZ, N 1394).

En l'espèce, le délai légal de six semaines qui a commencé à courir le 21 juillet 2025 ne concernait que CHF 30'000.– et M. FLANBORD ne vous a pas remboursé à l'issue de celui-ci, soit le 1er septembre 2025.

En conclusion, M. FLANBORD est en demeure pour le remboursement des CHF 30'000.– à compter du 2 septembre 2025 et vous pouvez donc prétendre à un intérêt moratoire de 5 % l'an sur cette somme dès cette date.

B. QUALIFICATION DES AGISSEMENTS DE M. FLANBORD EN DROIT PÉNAL

Je vais désormais analyser les éventuelles infractions pénales que pourraient constituer les agissements de votre cocontractant. Je procèderai en traitant successivement de l'abus de confiance (1), de la gestion déloyale (2) et de l'escroquerie (3), en observant les conditions de chacune et en déterminant si elles trouvent application.

1. De l'abus de confiance

Selon l'art. 138 ch. 1 al. 2 CP, « [q]uiconque, sans droit, emploie à son profit ou au profit d'un tiers des valeurs patrimoniales qui lui ont été confiées, est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire ». L'infraction suppose la réunion de quatre éléments objectifs constitutifs, à savoir l'auteur, à qui les valeurs patrimoniales ont été confiées, l'objet de l'infraction, soit lesdites valeurs patrimoniales, le comportement typique consistant en leur utilisation sans droit, et enfin le dommage qui en résulte (DUPUIS Michel/MOREILLON Laurent/PIGUET Christophe/BERGER Séverine/MAZOU Miriam/RODIGARI Virginie (édit.), Petit commentaire, Code pénal, 2e éd., Bâle (Helbing Lichtenhahn) 2017, art. 138 N 22). Les valeurs patrimoniales désignent tout avantage économique estimable en argent et entrées dans le patrimoine de l'auteur par mélange (DE PREUX Pascal/D'ESPINE-HULLIGER Lyuska, *in* MACALUSO Alain/MOREILLON Laurent/QUELOZ Nicolas (édit.), Commentaire romand, Code pénal II, 2e éd., Bâle (Helbing Lichtenhahn) 2025, art. 138 N 31). Elles sont confiées lorsque le lésé transfère volontairement à l'auteur le pouvoir d'en disposer, à charge pour ce dernier d'en faire un usage déterminé dans l'intérêt du remettant (ATF 133 IV 21, consid. 6.2). L'utilisation d'argent prêté de manière contraire à sa destination convenue est constitutive d'un abus de confiance lorsqu'elle est de nature à créer un dommage au prêteur, si l'affectation des fonds était clairement prédéfinie et représentait en elle-même une forme de garantie pour le prêteur, servant ainsi à couvrir ou à tout le moins à diminuer son risque de perte (ATF 129 IV 257, consid. 2.2.2). Le dommage, élément constitutif objectif non écrit, peut notamment consister en une diminution de l'actif (DUPUIS ET AL., art. 138 N 40). Les deux éléments subjectifs constitutifs sont, d'une part, l'intention et, d'autre part, le dessein d'enrichissement illégitime (DE PREUX Pascal/GAUDERON Ryan, *in* DUPONT Anne-Sylvie/MEIER Anne/PAREIN Loïc (édit.), Commentaire pratique, Droit social pénal, Bâle (Helbing Lichtenhahn) 2026, art. 138 CP N 46–47). L'intention doit porter à la fois sur le caractère économiquement étranger des valeurs et sur leur utilisation illicite, tandis que le dessein d'enrichissement illégitime réside dans la volonté d'obtenir un avantage patrimonial auquel l'auteur n'a pas droit, le dol éventuel étant suffisant à l'égard des deux (CR CP II-DE PREUX/D'ESPINE-HULLIGER, art. 138 N 46-47).

En l'espèce, vous avez confié à M. FLANBORD les valeurs patrimoniales de CHF 60'000.– dans un but précis, soit le développement de l'application *SportTrack One*. Ainsi, l'affectation est

claire et formalisée dans votre accord écrit. Cette affectation représentait pour vous la contrepartie économique directe justifiant le transfert et servait, dans le même temps, à couvrir votre risque de perte en garantissant que les CHF 60'000.– financeraient uniquement le projet entrepreneurial. Cependant, ce dernier a manifestement utilisé les fonds de manière étrangère à l'affectation. En effet, il ne vous fournissait, au fil des mois, aucun renseignement sur l'avancement du projet, et s'affichait parallèlement sur les réseaux sociaux avec un train de vie luxueux entre voyages, achats de luxe et soirées dans des établissements coûteux. Son manque de transparence, ses réponses évasives lors de vos réquisitions, sa prise en leasing pour CHF 10'000.– d'une voiture de sport d'occasion, ainsi que le témoignage de son ancien associé indiquant qu'aucun développement d'application n'avait été entrepris, attestent d'une utilisation sans droit des CHF 60'000.–. Le dommage que vous subissez, à savoir une diminution directe de votre actif, est certain et quantifiable puisqu'il s'élève au montant du prêt, soit CHF 60'000.–. M. FLANBORD a agi à tout le moins par dol éventuel quant aux deux éléments subjectifs constitutifs, soit l'intention et le dessein d'enrichissement illégitime, puisqu'il ne pouvait ignorer que l'utilisation des fonds à des fins étrangères à l'affectation était contraire à ses obligations, acceptant ainsi cette éventualité.

En conclusion, M. FLANBORD réalise les éléments constitutifs de l'abus de confiance.

2. De la gestion déloyale

L'art. 158 ch. 1 al. 1 CP dispose que « [q]uiconque, en vertu de la loi, d'un mandat officiel ou d'un acte juridique, est tenu de gérer les intérêts pécuniaires d'autrui ou de veiller sur leur gestion et qui, en violation de ses devoirs, porte atteinte à ces intérêts ou permet qu'ils soient lésés est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire ». L'abus de confiance et la gestion déloyale sont deux dispositions voisines dont la principale différence porte sur la relation entre l'auteur et le patrimoine (CR CP II-SCHEIDEGGER/VON WURSTEMBERGER, art. 158 N 101-102). Celui qui, dans une position formellement ou factuellement indépendante et responsable, a la charge de veiller sur un patrimoine d'une certaine importance dans l'intérêt d'autrui est gérant au sens de l'art. 158 CP (NIGGLI Marcel Alexander, *in* NIGGLI Marcel Alexander/WIPRÄCHTIGER Hans (édit.), Basler Kommentar, Strafrecht II, Art. 111-392 StGB, 4e éd., Bâle (Helbing Lichtenhahn) 2019, art. 158 N 12).

En l'espèce, l'acte juridique vous liant à M. FLANBORD, soit le contrat de prêt de consommation (cf. *supra* section I. A. 1), prévoit le transfert de CHF 60'000.– en vue du développement de l'application *SportTrack One*. Or, le contrat ne prévoit pas que ce dernier ait la charge de veiller sur cette somme pour vous dans votre intérêt, mais lui impose uniquement une obligation d'affecter les fonds à un but déterminé et de les restituer (cf. *supra* section I. B. 1). M. FLANBORD n'était ainsi investi d'aucune autonomie de gestion sur votre patrimoine. La qualité de gérant, élément objectif constitutif de l'infraction, fait dès lors défaut.

Partant, les agissements de M. FLANBORD ne sont pas constitutifs d'une gestion déloyale.

3. De l'escroquerie

À teneur de l'art. 146 al. 1 CP, « [q]uiconque, dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un enrichissement illégitime, induit astucieusement en erreur une personne par des affirmations fallacieuses ou par la dissimulation de faits vrais ou la conforte astucieusement dans son erreur et détermine de la sorte la victime à des actes préjudiciables à ses intérêts pécuniaires ou à ceux d'un tiers, est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou

d'une peine pécuniaire ». Selon la jurisprudence, l'astuce, élément objectif constitutif, est réalisée lorsque l'auteur édifie un véritable réseau de mensonges ou a recours à des manœuvres frauduleuses ou des ruses particulières (ATF 142 IV 153, consid. 2.2.2, JdT 2017 IV 75). Le droit pénal ne vise pas à protéger les individus contre tout mensonge ou toute tromperie, de sorte que l'astuce n'est pas réalisée lorsque la tromperie pouvait être déjouée avec un minimum d'attention ou que l'erreur pouvait être évitée par la prudence élémentaire raisonnablement attendue de la victime (CR CP II-GARBARSKI/BORSODI, art. 146 N 33).

En l'espèce, M. FLANBORD s'est borné à de simples affirmations mensongères sur l'utilisation des fonds, sans avoir recours à des ruses ou manœuvres frauduleuses. Il n'a pas non plus édifié de réseau de mensonges indétectables. L'élément constitutif de l'astuce fait dès lors défaut. Ainsi, ses agissements ne constituent pas une escroquerie.

II. CONCLUSION

Au terme de cette analyse, il m'apparaît que votre situation est plutôt favorable. En droit des contrats, le versement des CHF 60'000.– à M. FLANBORD doit, selon moi, être qualifié de prêt de consommation au sens de l'art. 312 CO. Les points faibles de cette thèse résident dans les quelques abus de langage par lesquels le verbe « donner » a été utilisé, et la partie adverse ne manquera pas de s'en prévaloir, mais une interprétation rigoureuse selon les méthodes précédemment évoquées aboutira, à mon avis, à l'admission de l'existence d'un contrat de prêt. Une interprétation différente par le juge n'est cependant pas à exclure. Pour la question du remboursement, la somme de CHF 30'000.– est exigible depuis le 2 septembre 2025, avec intérêts moratoires à 5 % l'an calculables dès cette date. Les CHF 30'000.– manquants seront exigibles à l'expiration d'un délai de six semaines après une nouvelle réquisition, soit mon projet de réponse à Me GRAPILLE, sous réserve de votre validation. Au surplus, des intérêts conventionnels sont envisageables si le prêt est qualifié de commercial, mais une telle qualification demeure toutefois incertaine.

En matière pénale, les éléments constitutifs de l'abus de confiance au sens de l'art. 138 CP sont *a priori* réunis. La gestion déloyale au sens de l'art. 158 CP et l'escroquerie au sens de l'art. 146 CP doivent quant à elles être écartées. Un dépôt de plainte pénale apparaît donc comme une voie envisageable, mais son issue demeure toutefois soumise à l'appréciation des autorités compétentes.

Avant d'engager toute procédure, je vous invite à envisager une solution amiable ou une médiation, qui pourraient permettre d'aboutir à un résultat similaire dans des délais plus courts et à moindre coût. Dans l'hypothèse où la partie adverse refuserait toute coopération, la voie judiciaire demeure une option sérieuse au regard de la solidité de votre position en droit des contrats, bien que je ne puisse vous assurer avec certitude un résultat spécifique.

Je reste bien entendu à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous joins en annexe le projet de courrier adressé à Me GRAPILLE.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Selim KHIAT, av.

Annexe : Projet de réponse à Me GRAPILLE

Étude Bergham Legal Industries
Me Selim KHIAT
Avenue de la Paix 12
1202 Genève

Étude GRAPILLE & Associés
Me Jean GRAPILLE
Rue du Rhône 18
1204 Genève

Genève, le 20 mai 2026

Concerne : Réponse à votre courrier du 3 octobre 2025

Cher Confrère,

Je vous informe que je représente les intérêts de M. Marco BIANCHI (ci-après : « mon Client »), dont la procuration est jointe en annexe. Ce dernier élit par ailleurs domicile auprès de l'Étude Bergham Legal Industries, sise avenue de la Paix 12, 1202 Genève.

Je fais suite à votre courrier du 3 octobre 2025, dans lequel vous contestez, au nom de M. Nicolas FLANBORD (ci-après : « votre Client »), toute obligation de remboursement envers mon Client. Vous soutenez en substance que le versement de CHF 60'000.– effectué le 8 mars 2025 constituerait une donation, et non un prêt. Vous ajoutez que, même si ce versement devait être qualifié de prêt, l'absence de terme convenu empêcherait mon Client d'en exiger le remboursement. Votre Client n'aurait donc violé aucune obligation en conservant cette somme.

À mon sens, ces arguments sont infondés. Le présent courrier vise à exposer les raisons pour lesquelles le remboursement de cette somme est dû, et les conséquences qui en découlent.

Premièrement, vous avancez à tort qu'aucun contrat de prêt n'aurait été conclu entre votre Client et mon Client, mais qu'il s'agirait plutôt d'une donation.

L'art. 18 al. 1 CO, qui dispose que « [p]our apprécier la forme et les clauses d'un contrat, il y a lieu de rechercher la réelle et commune intention des parties, sans s'arrêter aux expressions ou dénominations inexactes dont elles ont pu se servir, soit par erreur, soit pour déguiser la nature véritable de la convention », est la norme pertinente en l'espèce. Si le juge retient qu'aucune commune intention ne s'est formée entre les parties, au sens d'un consensus naturel, il doit alors passer à une seconde étape d'interprétation, dite objective ou normative, afin de tenter d'établir un accord de droit (WINIGER Bénédict, *in* THÉVENOZ Luc/WERRO Franz (édit.), Commentaire romand, Code des obligations I, 3e éd., Genève, Bâle, Munich (Helbing Lichtenhahn) 2021, art. 18 N 20). Il faut déterminer, selon le principe de la confiance, quel contenu doit être attribué à la manifestation de volonté, et la déclaration doit alors être interprétée selon le sens que son destinataire pouvait et devait lui attribuer de bonne foi, compte tenu de son texte, de son contexte ainsi que de l'ensemble des circonstances (ATF 132 III 268, consid. 2.3.2, JdT 2006 I 564). L'interprétation littérale prime en principe les autres moyens d'interprétation, en particulier lorsque les parties, spécialement si elles sont expérimentées en affaires et familières de l'usage des termes techniques, peuvent se voir attribuer une compréhension stricte du vocabulaire employé (ATF 129 III 702, consid. 2.4.1, JdT 2004 I 535).

n'anticiper pas la conclusion

Sans les citer de manière exhaustive, plusieurs éléments de fait permettent de retenir qu'une personne de bonne foi, placée dans la position de votre Client, ne pouvait raisonnablement comprendre l'accord du 6 mars 2025 autrement que comme un prêt de consommation au sens de l'art. 312 CO.

D'abord, le préambule de l'accord précise que mon Client a accepté de participer financièrement au lancement du projet en « mettant à disposition durant une certaine période une somme reçue en héritage ». Or, l'idée d'une mise à disposition temporaire s'accorde mal avec celle d'une donation, laquelle implique en principe un transfert définitif d'argent, sans attente de restitution. Cette formulation laisse au contraire entendre que la somme devait être restituée à l'issue de cette période. Ensuite, le chiffre premier de l'accord prévoit que la somme de CHF 60'000.– est remise « pour soutenir exclusivement le projet *SportTrack One* ». Une telle affectation à un but déterminé constitue plutôt un indice en faveur d'un prêt que d'une donation. Je relève que le préambule mentionne lui-même que votre Client exerce depuis plusieurs années une activité entrepreneuriale dans le domaine des technologies et qu'il a pris part à différents projets de développement numérique. Compte tenu de cette expérience, votre Client pouvait comprendre la portée des termes employés et distinguer une mise à disposition temporaire d'argent d'une simple donation. L'absence de référence à une obligation de restitution dans l'ordre de paiement est quant à elle sans importance et souligne uniquement la confiance qu'accordait mon Client à votre Client.

Ainsi, une interprétation objective de l'accord du 6 mars 2025, fondée sur le principe de la confiance, démontre qu'une personne de bonne foi placée dans les mêmes circonstances devait en déduire l'existence d'un contrat de prêt de consommation. La thèse de la donation que vous défendez est dès lors insoutenable.

Deuxièmement, vous avancez que même si le contrat était qualifié de prêt, l'emprunteur serait libre de restituer le montant dans un délai conforme à sa situation et à sa convenance, faute de terme de remboursement prévu dans le contrat. Cet argument ne convainc pas davantage.

À teneur de l'art. 318 CO, « [s]i le contrat ne fixe ni terme de restitution ni délai d'avertissement, et n'oblige pas l'emprunteur à rendre la chose à première réquisition, l'emprunteur a, pour la restituer, six semaines qui commencent à courir dès la première réclamation du prêteur ». Le remboursement devient ainsi exigible à l'expiration du délai de six semaines et l'emprunteur se trouve de plein droit en demeure (Arrêt du Tribunal fédéral 4A_699/2011 du 22 décembre 2011, consid. 3 ; MAURENBRECHER Benedikt, *in* WIDMER LÜCHINGER Corinne/OSER David (édit.), Basler Kommentar, Obligationenrecht I, Art. 1-529 OR, 8e éd., Bâle (Helbing Lichtenhahn) 2025, art. 318 N 7). Selon l'art. 102 al. 2 CO, « [l]orsque le jour de l'exécution a été déterminé d'un commun accord, ou fixé par l'une des parties en vertu d'un droit à elle réservé et au moyen d'un avertissement régulier, le débiteur est mis en demeure par la seule expiration de ce jour ». À teneur de l'art. 104 al. 1 CO, « [l]e débiteur qui est en demeure pour le paiement d'une somme d'argent doit l'intérêt moratoire à 5 % l'an, même si un taux inférieur avait été fixé pour l'intérêt conventionnel ». Le cours des intérêts moratoires commence au moment de la demeure (TERCIER Pierre/PICHONNAZ Pascal, Le droit des obligations, 7e éd., Genève, Zurich (Schulthess) 2024, N 1394).

En l'espèce, le contrat entre votre Client et mon Client ne prévoit aucun terme de restitution, de délai d'avertissement ou encore d'obligation de rendre l'argent à la première réquisition. Ainsi, c'est le délai légal de six semaines dès la première réclamation qui doit être appliqué. Par courriel du 21 juillet 2025, mon Client a valablement réclamé à votre Client le remboursement

de CHF 30'000.–, et ce dernier avait donc jusqu'au 1er septembre 2025 pour s'exécuter. Aucun remboursement n'étant intervenu à l'expiration de ce délai, votre Client se trouve en demeure de plein droit depuis le 2 septembre 2025. Des intérêts moratoires au taux légal de 5 % l'an courent ainsi à sa charge depuis cette date sur le montant de CHF 30'000.–.

Troisièmement, je tiens par la présente à vous signaler qu'indépendamment des intérêts moratoires, votre Client est également tenu au paiement d'intérêts conventionnels sur les CHF 60'000.– prêtés, en raison de la nature commerciale du prêt.

L'art. 313 al. 2 CO dispose qu'« [e]n matière de commerce, il [des intérêts] en est dû même sans convention ». Le prêt est de nature commerciale soit lorsque le prêteur accorde des prêts à titre professionnel, soit lorsque l'emprunteur utilise le prêt à des fins d'affaires (Arrêt du Tribunal administratif fédéral C-1392/2007 du 7 février 2011, consid. 6.2). Selon l'art. 314 al. 1 CO, « [s]i le contrat n'a pas fixé le taux de l'intérêt, le prêt est censé fait au taux usuel pour les prêts de même nature, à l'époque et dans le lieu où l'objet du prêt a été délivré ». Pour les prêts de consommation, le taux d'intérêt subsidiaire de 5 % de l'art. 73 al. 1 CO s'applique par analogie lorsqu'aucun taux n'a été déterminé (ATF 126 III 189, consid. 2c). L'art. 314 al. 2 CO ajoute que « [s]auf convention contraire, les intérêts stipulés se paient annuellement ». L'obligation de payer les intérêts commence au moment du versement des fonds par le prêteur (BSK OR I-SCHÄRER/MAURENBRECHER, art. 313 N 5).

citation complète

Au demeurant, le préambule de l'accord écrit du 6 mars 2025 présente l'application *SportTrack One* comme un véritable projet entrepreneurial porté par les parties. Les points 1 et 2 dudit accord prévoient l'attribution exclusive des CHF 60'000.– au développement du projet. L'utilisation du prêt à des fins d'affaires est dès lors prévue par écrit. Le prêt peut par conséquent être réputé de nature commerciale et en l'absence de taux d'intérêt fixé entre les parties, le taux de 5 % l'an est applicable. Le cours desdits intérêts débute le 8 mars 2025, date du versement des fonds, et ils sont payables annuellement.

Au vu de tout ce qui précède, il ressort de manière flagrante que les arguments avancés pour le compte de votre Client ne sont ni fondés en fait ni conformes au droit des contrats.

En conséquence, mon Client demande le remboursement immédiat de la somme de CHF 30'000.–, exigible depuis le 2 septembre 2025, ainsi que le paiement d'intérêts moratoires au taux de 5 % l'an à compter de cette date. S'agissant du solde de CHF 30'000.– restant, votre Client dispose d'un délai de six semaines dès réception du présent courrier, soit jusqu'au 1er juillet 2026, pour procéder à son remboursement. À défaut, cette somme sera également sujette à intérêts moratoires au taux de 5 % l'an dès l'échéance de ce délai. Au surplus, mon Client attend le paiement d'intérêts conventionnels au taux de 5 % l'an sur l'entièreté du montant de CHF 60'000.– dès le 8 mars 2025, en raison du caractère commercial du prêt.

jusqu'à ?

Si votre Client ne devait pas donner suite à la présente dans les délais indiqués, mon Client se réserve le droit d'entreprendre toute démarche judiciaire utile à la sauvegarde de ses intérêts.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, cher Confrère, l'expression de mes salutations distinguées.

Selim KHIAT, av.

} servé

Annexe : Procuration de M. Marco BIANCHI